



Les Ateliers de la Fondation : groupe Valoriser

*Musées, mémoriaux, patrimoine immatériel (tradition orale, danses...):
comment identifier, préserver, montrer les traces de cette histoire ?
Que montrer lorsque ces traces sont immatérielles ?*

Présidé par **Anne Lafont** (EHESS) et modéré par Karim Mahmoud Vintam (Eclorre)

L'atelier «Valoriser» s'est déroulé avec une grande fluidité, dans une atmosphère d'écoute et de bienveillance. Le compte rendu qui suit reprend l'ensemble des propositions qui ont été partagées à cette occasion.

1. Préserver

Les premières interventions ont mis l'accent sur l'urgence à préserver un patrimoine matériel et immatériel aujourd'hui même menacé de disparition. Cette urgence suppose :

- de recenser ces lieux et ces mémoires avant qu'il ne soit trop tard ;
- de mobiliser des moyens pour ce faire (« c'est le nerf de la guerre ! ») ;
- peut-être de passer par la loi pour garantir cette préservation.

2. Faire émerger des lieux de mémoire vivants

Il est essentiel de valoriser les lieux de mémoire aujourd'hui délaissés :

- Cela suppose en particulier d'accompagner les collectivités qui souhaitent le faire.
- L'expérience de l'ONG Urbanistes du monde pourrait illustrer la faisabilité de cette valorisation du patrimoine matériel : des jeunes chercheurs partent pour étudier un thème dans une grande ville du Sud, et contribuent à la valorisation de son patrimoine.

Nous avons aujourd'hui besoin de faire émerger des lieux de mémoire « vivants », c'est-à-dire qui mettent en scène et en valeur le quotidien de ce qui était vécu à l'époque de l'esclavage, et les exemples ne manquent pas, en France comme à l'étranger :

- La Plantation Whitney (Louisiane, Etats-Unis) a été présentée comme un modèle en la matière, dont nous pourrions trouver des équivalents, notamment aux Antilles.

- C'est le cas de l'Habitation La Gravelière (Vieux-Habitants, Guadeloupe) ;
- La coque nomade est un projet de bateau négrier reconstruit à l'identique (L'Aurore) et itinérant... sur route (centre d'interprétation itinérant, complémentaire des musées et mémoriaux) ;
- Les anneaux de la mémoire (1992), exposition pour l'essentiel immatérielle (elle contient des objets dupliqués mais surtout, on raconte une histoire, des histoires) ;
- Créé à l'initiative des Anneaux de la Mémoire, le projet TOSTEM (tourisme autour des sites de la traite, de l'esclavage et de leurs mémoires) est une exposition itinérante réalisée avec les points de vue des différents pays concernés. De plus il y a aussi un aspect pédagogique avec la création d'outils (travail avec les acteurs culturels et touristiques).
- La traversée de la forêt du Mayong ;
- Les Mangles (Petit-Canal, Guadeloupe) : ce petit coin méconnu comporte un escalier qui descend dans la mer, et sur chaque marche, on peut voir gravé le nom d'un peuple africain ;
- Il est important de s'assurer que les musées consacrés aux questions de l'esclavage, de ses traites et de leurs abolitions soient aussi des espaces de rencontre, d'information et de débats sur la société actuelle. Le Mémorial ACTe est salué pour comporter au même endroit un musée et des rencontres sur la société actuelle (mention du Colloque intitulé « L'esclavage : quel impact psychologique sur les populations ? », dont les actes ont été publiés) ;
- De tels lieux « vivants » auraient le mérite de sensibiliser des personnes qui ne sont pas directement concernées par ces questions.
- Pour d'autres participants, si les lieux de cette mémoire en tant que telle sont importants, il faut aussi investir les lieux rattachés à la lutte pour les droits de l'homme.

3. Des actions pour mobiliser la jeunesse

Il est important de recourir à des actions qui puissent mobiliser la jeunesse comme les concours :

- Concours mis en place par des professeurs d'histoire à La Réunion (Mme Zonzon et Mme Choukoutou) ;
- Concours « La flamme de l'égalité » : travail avec des enseignants et des groupes d'élèves sur des sujets liés à cette histoire. Le point de départ est une archive patrimoniale, par exemple un témoignage d'esclave ;

- Ce qui est intéressant avec les concours, c'est qu'ils permettent d'entrer dans une démarche de projet qui parle davantage aux jeunes.

4. Patrimoine matériel et immatériel

Il n'y a pas que le patrimoine matériel, il y a aussi nécessité de valoriser le patrimoine immatériel :

- à travers des personnages inspirants (des personnages de résistance notamment). On pourrait ainsi donner leur nom à des rues. Un professeur de Berkeley a fait un travail admirable sur *Les damnés de la terre*, permettant ainsi de mieux faire connaître Frantz Fanon ;
- à travers les arts qui permettent un travail des plus intéressants sur la question de nos identités (danse, musique...). Ainsi, l'association Reprise (Guadeloupe) valorise les danses des Antilles, d'hier et d'aujourd'hui. Mais cela suppose de cesser de penser en termes d'arts mineurs par oppositions à des arts dits majeurs ;
- à travers les traces immatérielles du patrimoine des Afro-descendants : donner la parole aux artistes permet de toucher l'invisible à travers des créations et expressions visibles. Le travail de l'artiste Carrie Mae Weems, artiste afro-américaine, est cité en exemple, notamment « *From here, I saw what happened... and I cried* » présenté à la Tate Modern à Londres ;
- à travers la recension de mémoires vivantes. Ainsi, une expérience à la Réunion est partie de la collecte de témoignages à l'occasion de la fermeture d'une usine de production de sucre de canne. Ces témoignages ont donné lieu à la publication d'un livre, puis à la création d'une pièce de théâtre. Tout cela a non seulement libéré la parole, mais permis de se réapproprié une mémoire « dédramatisée ».

Il faut travailler à la restitution des objets pillés pendant des centaines d'années, sans se cacher derrière l'excuse de l'incapacité des pays d'origine de ces œuvres à garantir leur préservation :

- faire revenir les œuvres africaines dans les musées africains.

5. Des pans oubliés de l'histoire

Dans le travail de mémoire qu'il nous appartient d'accomplir, il importe de ressusciter des pans oubliés ou délaissés de cette histoire de l'esclavage :

- Il y a eu des esclaves amérindiens, mais qui le sait aujourd'hui ? Il s'agit aussi pourtant de nos ancêtres, à nous les Caribéens ;
- Ne pas oublier la question de l'engagisme, qui reste un parent pauvre de la recherche et de la mémoire, alors que la mémoire de cela reste vive, notamment à Mayotte :
 - des gens encore vivants ont connu l'engagisme

- il faut dépasser la honte, le tabou que constitue la question de l'esclavage;
 - il faut financer des mémoires, des études, des thèses
 - il ne faut pas arrêter cette histoire longue aux abolitions, car elle se prolonge encore aujourd'hui.
- La Fondation Esclavage et Réconciliation mène un travail pour « faire du beau à partir d'une catastrophe », comme l'indique sa cheville ouvrière. A la base de ce projet, il y a l'idée de renforcer l'estime de soi des Caribéens en partant de l'identité et de la généalogie des esclaves de la Guadeloupe et de la Martinique. Un immense travail a déjà été accompli, et il serait temps d'en prendre la dimension et de le mettre en valeur. Il existe d'ailleurs des mémoriaux à Saint-Denis, Creil, Sarcelles, Grigny, Meaux, Fresnes. Un enjeu majeur demeure pour certains participants : aller au bout du Mémorial des Tuileries.

6. Tourisme mémoriel

Il y aurait de quoi, dans tous les outremer, de promouvoir le tourisme culturel de nature mémorielle :

- cela passe par la valorisation du patrimoine bâti, des lieux symboliques ;
- cela pose la question des moyens de réhabilitation de ce patrimoine ;
- cela suppose d'articuler vulgarisation scientifique, tourisme et éducation populaire.

7. La Fondation : centre de ressources

Un consensus se dessine autour d'un enjeu majeur : faire de la Fondation un espace de ressources pour la société civile. Cela suppose par exemple que la Fondation favorise la création d'outils pédagogiques sur des enjeux de mémoire cruciaux pour le temps présent :

- renforcer l'estime de soi des jeunes générations et faciliter pour eux une construction identitaire sereine :
 - l'histoire de l'esclavage est une histoire de résistances, de luttes, de résiliences et de créations à valoriser (les esclaves n'ont pas été des spectateurs passifs de leur histoire) ;
 - l'abolitionnisme aussi a une histoire (il y avait à l'époque, dans les métropoles coloniales, des consciences pour s'élever ! On ne plaque donc pas nos valeurs actuelles de façon anachronique sur l'histoire comme on nous le reproche souvent ;
 - Ces hommes et ces femmes d'Afrique qui ont été arrachés à leur terre ne sont pas entrés dans l'histoire avec l'esclavage. Ils avaient une histoire, une culture, des ressources matérielles, symboliques, spirituelles. Cette histoire pré-esclavage mérite d'être mieux connue pour tous ces jeunes Afro-descendants qui ont besoin de nourrir leur construction identitaire sur des éléments de fierté ;

- A l'instar du Musée d'Aquitaine, il est important que l'histoire de l'esclavage trouve sa place dans l'histoire commune. Il faut que des gens se sentent reconnus (voir leur histoire au musée) et parties prenantes de l'histoire commune.
- Il y a là un enjeu de réconciliation avec nous-mêmes et entre nous.
- Il est important d'avoir un espace de ressources relatif à l'état des connaissances aujourd'hui. Et il importe de ne pas arrêter cette histoire aux abolitions. Elle se poursuit avec la créolité et tout un ensemble de phénomènes de métissage.

8. Recommandations pour la Fondation

1. La fondation ne doit pas être un nouvel entrepreneur de mémoire (pas de concurrence avec les acteurs de la société civile). Elle doit contribuer à pérenniser et diffuser les initiatives existantes dans la société civile, voire en institutionnaliser certaines ; elle doit appuyer les lieux de mémoire et les opérateurs mémoriels ;

2. Un label META pourrait légitimer et crédibiliser et reconnaître le travail accompli par les acteurs engagés sur ces questions ; mais le label est peut-être trop formel et trop « marketing » : peut-être que l'idée de parrainage de la Fondation (aspect moral et soutien) serait plus souple et plus inclusive.

3. L'international est un enjeu majeur pour la Fondation, et cela pour plusieurs raisons :

- de par l'histoire traitée, la Fondation a un impact sur l'Afrique, l'Europe et l'Amérique ;
- s'agissant de sujets mondiaux, la mise en réseau est essentielle : être en contact avec des partenaires des 3 continents ;
- les Etats africains pourraient collaborer avec la Fondation ;
- la Fondation pourrait récupérer un maximum de fonds auprès des institutions internationales ;
- Il faut s'inscrire dans une dimension transnationale/transchronique/transdisciplinaire de par l'histoire traitée, la Fondation a un impact sur l'Afrique, l'Europe et l'Amérique
- le Prix Myriam Makeba de l'Union Internationale des Journalistes Africains pourrait demain récompenser la Fondation ;
- exemple du projet TOTSEM.

4. Il serait intéressant de réfléchir à l'opportunité de créer un grand musée national en Europe, qui retrace le fil de cette histoire : il viendrait combler une vraie carence en connaissances historiques vulgarisées chez nos concitoyens ; ce serait un bel enjeu de reconnaissance réciproque ; le musée de Liverpool pourrait servir de modèle (à Nantes ?).

A défaut, il faudrait que la Fondation vienne en renfort des efforts des collectivités locales les plus engagées.

5. Si la Fondation a une mission essentielle, c'est de réussir la mise en réseau des acteurs existants et de pérenniser leur action :

- mettre en valeur le maillage dense existant et le rendre visible, y compris à l'international ;
 - travailler sur des thématiques ;
 - coordonner/transmettre (rôle de la fondation) : des scientifiques, des historiens, des gens de savoir doivent alimenter notre connaissance ;
- la création d'un pôle mémoriel et les effets de réseaux rendraient les processus difficilement réversibles.

6. La future Fondation ne peut pas se contenter de reproduire les modèles institutionnels d'antan. Il faut que les actions de la Fondation sortent de l'ordinaire :

- il y a nécessité à aller dans les territoires (toucher le grand public, créer des dynamiques pédagogiques)
- la Fondation pourrait créer des comités scientifiques régionaux mêlant des chercheurs et des personnes de la société civile : il y a là un enjeu d'accessibilité et de visibilité des travaux des chercheurs français, qui paraissent toujours à la traîne des chercheurs anglo-saxons, faute de savoir vulgariser leur travail (outil de soft power).

7. La question de la réparation reste ouverte et il ne faut pas l'éluder : quelles modalités : morale, symbolique, matérielle ?

8. En termes de moyens de valorisation, il est essentiel de travailler avec la presse nationale mais aussi et peut-être surtout avec la PQR (presse quotidienne régionale) qui réunit l'essentiel des lecteurs aujourd'hui. Mais cela suppose de former les journalistes qui sont dans leur écrasante majorité complètement ignares sur ces questions.

9. La Fondation devrait servir à interpeller d'autres institutions sur la place des Afro-descendants dans le paysage national :

- pas un seul Afro-descendant à la tête d'une grande institution, notamment culturelle. Or il y a nécessité à faire connaître nos imaginaires, nos récits, nos luttes et nos résistances;
- mettre en valeur ces talents.

10. Si la Fondation veut agir efficacement, elle doit nécessairement prioriser ses actions

- être dans son temps, sur la réparation des fractures qui minent la société (question identitaire) ;
- s'adresser aux jeunes qui sont dans le plus grand désarroi identitaire. C'est avec ces jeunes que la Fondation pourra faire la différence, mais cela suppose d'« aller vers » eux. Car il y a aujourd'hui un vrai flou identitaire chez ces jeunes. Et en ignorant l'identité de chacun, on perd tout le monde ;
- mettre à disposition des ressources, de l'expertise.

11. S'il y a nécessité d'une continuité éducative entre éducation scolaire et éducation populaire, il semble que l'institution scolaire ne soit pas la mieux indiquée pour traiter ces questions, pour au moins deux raisons :

- la défiance de plus en plus grande des jeunes des quartiers populaires vis-à-vis de l'école;
- la formation très insuffisante des enseignants sur les questions qui nous préoccupent.

12. En termes de méthode, la Fondation, qui doit être un espace de ressources pour la société civile, doit :

- capitaliser les bonnes idées ;
- organiser des colloques pour approfondir ces idées et cartographier les acteurs qui y travaillent (mise en réseau) ;
- identifier les actions les plus concrètes, les plus avancées (en allant les voir) ;
- lancer des concours pour faire émerger les actions de terrain ;
- analyser et diffuser.